

F. 91 — 742

20 MARS 1991. — Arrêté ministériel relatif à la première tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9 % — 28 mars 2003 »

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 19 mars 1991 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9 % — 28 mars 2003 »,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'adjudication de la première tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9 % — 28 mars 2003 » est fixée au 21 mars 1991 et la date des paiements relatifs à cette tranche est fixée au 28 mars 1991.

**Art. 2.** La présentation d'offres non compétitives est autorisée uniquement pour les « Primary Dealers », le Fonds Monétaire et la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi que pour la Banque Nationale de Belgique agissant pour compte de banques centrales étrangères et d'institutions y assimilées et pour compte d'institutions financières internationales dont la Belgique est membre.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 21 mars 1991.  
Bruxelles, le 20 mars 1991.

Ph. MAYSTADT

N. 91 — 742

20 MAART 1991. — Ministerieel besluit betreffende de eerste aanbestedingsranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 9 % — 28 maart 2003 »

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 1991 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 9 % — 28 maart 2003 »,

Besluit :

**Artikel 1.** De aanbesteding van de eerste tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 9 % — 28 maart 2003 » is vastgesteld op 21 maart 1991 en de datum van betaling betreffende deze tranche is vastgesteld op 28 maart 1991.

**Art. 2.** De aanbidding van offertes buiten mededinging is alleen toegelaten voor de « Primary Dealers », het Muntfonds en de Deposito- en Consignatiekas evenals de Nationale Bank van België handelend voor rekening van buitenlandse centrale banken en hiermede gelijkgestelde instellingen en voor rekening van internationale financiële instellingen waarvan België lid is.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 21 maart 1991.  
Brussel, 20 maart 1991.

Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE  
ET MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 743

28 FEVRIER 1991. — Arrêté royal  
relatif à l'interruption de la carrière professionnelle  
dans les administrations et autres services des ministères (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales, notamment l'article 99, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1985 et par l'arrêté royal n° 424 du 1<sup>er</sup> août 1986 et l'article 100, remplacé par l'arrêté royal n° 424 du 1<sup>er</sup> août 1986;

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment les articles 94, § 2 et 97, § 3;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères, notamment l'article 5, § 4, y inséré par l'arrêté royal du 3 mai 1990;

Vu le protocole n° 89 du 4 octobre 1990 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 juillet 1989;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 1<sup>er</sup> août 1985, *Moniteur belge* du 6 août 1985.

Arrêté royal n° 424 du 1<sup>er</sup> août 1986, *Moniteur belge* du 21 août 1986.

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

Arrêté royal du 3 juillet 1985, *Moniteur belge* du 12 juillet 1985.

Arrêté royal du 3 mai 1990, *Moniteur belge* du 22 juin 1990.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN OPENBAAR AMBT  
EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 743

28 FEBRUARI 1991. — Koninklijk besluit  
betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan  
in de besturen en andere diensten van de ministeries (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 99, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985 en bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en op artikel 100, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986;

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op de artikelen 94, § 2 en 97, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en andere diensten van de ministeries, inzonderheid op artikel 5, § 4, daarin ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 mei 1990;

Gelet op het protocol nr. 89 van 4 oktober 1990 van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 27 juli 1989;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 1 augustus 1985, *Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 1985.

Koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986, *Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1986.

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989.

Koninklijk besluit van 3 juli 1985, *Belgisch Staatsblad* van 12 juli 1985.

Koninklijk besluit van 3 mei 1990, *Belgisch Staatsblad* van 22 juni 1990.

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — Interruption de carrière

**Article 1er.** Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel des administrations et autres services des ministères qui sont soumis à un statut, à l'exclusion des stagiaires.

**Art. 2.** Chaque Ministre détermine pour son département les fonctions dont les titulaires sont exclus du bénéfice du présent arrêté pour des raisons inhérentes au bon fonctionnement du service.

Toutefois, le Ministre peut, dans le cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis, autoriser les titulaires des fonctions visées à l'alinéa 1er qui en font la demande, à bénéficier des dispositions du présent arrêté.

**Art. 3. § 1er.** Le membre du personnel visé à l'article 1er peut interrompre sa carrière de manière complète, par périodes consécutives ou non de six mois au moins et de douze mois au plus, sans que ces périodes puissent, au total, excéder soixante mois au cours de sa carrière.

§ 2. Le membre du personnel qui désire interrompre sa carrière en application du § 1er, informe l'autorité dont il relève de la date à laquelle l'interruption prendra cours ainsi que de la durée de celle-ci et joint à cette communication le formulaire de demande visé à l'article 16.

Cette communication est formulée par écrit au moins trois mois avant le début de l'interruption à moins qu'à la demande de l'intéressé, l'autorité n'accepte un délai plus court.

§ 3. L'autorité remplit le formulaire mentionné à l'article 16 et le délivre au membre du personnel accompagné d'une copie de l'attestation et, s'il échet, du contrat de remplacement visé à l'alinéa 3 dudit article.

**Art. 4. § 1er.** Une allocation de 10 504 francs, non indexée, par mois est accordée au membre du personnel qui interrompt sa carrière, conformément à l'article 3.

Lorsque l'allocation n'est pas due pour un mois complet, elle est réduite au prorata de la durée réelle de l'interruption de carrière pour ce mois.

§ 2. L'allocation est portée à 12 504 francs, lorsque l'interruption de carrière prend cours dans un délai de douze mois à partir d'une naissance ou d'une adoption postérieure à celle d'un premier enfant, pour lequel le membre du personnel, qui interrompt sa carrière, ou son conjoint vivant sous le même toit perçoit des allocations familiales.

L'allocation visée à l'alinéa 1er reste due en cas de prolongation de la période d'interruption initiale.

En cas de décès de l'enfant visé à l'alinéa 1er, l'allocation reste due pour la période d'interruption en cours.

§ 3. L'allocation visée aux §§ 1er et 2 est payée par l'Office national de l'Emploi.

**Art. 5. § 1er.** Sous réserve des incompatibilités découlant du statut applicable à l'agent, les allocations d'interruption peuvent être cumulées avec les revenus provenant soit de l'exercice d'un mandat politique, soit d'une activité accessoire en tant que travailleur salarié déjà exercée avant l'interruption de la carrière, soit de l'exercice d'une activité indépendante. Toutefois, le cumul des revenus provenant d'une activité indépendante n'est possible qu'en cas d'interruption complète.

§ 2. Lorsque le membre du personnel entame une activité de salarié rémunérée quelconque ou accroit une telle activité accessoire, il doit en avvertir l'inspecteur régional du chômage préalablement à l'exercice d'une telle activité.

Le membre du personnel perd le bénéfice de l'allocation le jour de l'exercice d'une activité visée à l'alinéa 1er.

Si l'inspecteur régional du chômage n'a pas été avisé préalablement à l'exercice d'une activité, l'allocation déjà payée est récupérée.

§ 3. Le membre du personnel est, pour les litiges qui découlent de l'exercice des activités visées aux §§ 1er et 2 et pour le contrôle de ces activités, assimilé au travailleur visé à l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Onderbreking van de beroepsloopbaan

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de besturen en andere diensten van de ministeries die aan een statuut onderworpen zijn, met uitsluiting van de stagiaires.

**Art. 2.** Elke Minister bepaalt voor zijn departement de ambten waarvan de titularissen van het voordeel van dit besluit uitgesloten worden om redenen die inherent zijn aan de goede werking van de dienst.

De Minister kan evenwel in de gevallen waarin de goede werking van de dienst erdoor niet wordt verstoord, de titularissen van de in het eerste lid bedoelde ambten die erom verzoeken, toestaan aanspraak te maken op de toepassing van de bepalingen van dit besluit.

**Art. 3. § 1.** Het in artikel 1 bedoeld personeelslid kan zijn loopbaan volledig onderbreken met af dan niet opeenvolgende periodes van ten minste zes maanden en ten hoogste twaalf maanden, zonder dat die periodes tijdens zijn loopbaan in totaal zestig maanden mogen overschrijden.

§ 2. Het personeelslid dat zijn beroepsloopbaan wenst te onderbreken bij toepassing van § 1, deelt aan de overheid onder welke hij ressorteert de datum mede waarop de onderbreking van zijn loopbaan zal aanvangen en de duur ervan, en het voegt bij die mededeling het formulier voor de aanvraag om uitkeringen bedoeld in artikel 16.

Die mededeling gebeurt schriftelijk minstens drie maanden vóór de aanvang van de onderbreking, tenzij de overheid op verzoek van de betrokkene een kortere termijn aanvaardt.

§ 3. De overheid vult het in artikel 16 vermelde formulier in en geeft het af aan het personeelslid samen met een kopie van het attest en, zonodig, een kopie van de vervangingsovereenkomst zoals bedoeld in het derde lid van het genoemd artikel.

**Art. 4. § 1.** Aan het personeelslid dat zijn loopbaan overeenkomstig artikel 3 onderbreekt, wordt een niet-geïndexeerde uitkering van 10 504 frank per maand toegekend.

Wanneer de uitkering niet voor een volledige maand verschuldigd is, wordt ze verminderd naar verhouding van de werkelijke duur van de loopbaanonderbreking voor die maand.

§ 2. De uitkering wordt tot 12 504 frank verhoogd wanneer de loopbaanonderbreking ingaat binnen een termijn van twaalf maanden vanaf de geboorte of de adoptie van een tweede of daaropvolgend kind waarvoor het personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt, of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont, kinderbijslag ontvangt.

De in het eerste lid bedoelde uitkering blijft verschuldigd in geval van verlenging van de oorspronkelijke onderbrekingsperiode.

In geval van overlijden van het bedoelde kind blijft de uitkering verschuldigd voor de lopende onderbreking.

§ 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde uitkeringen worden betaald door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

**Art. 5. § 1.** Behoudens onverenigbaarheden die voortvloeien uit het statuut dat op de ambtenaar toepasselijk is, kunnen de onderbrekingsuitkeringen gecumuleerd worden met de inkomsten die voortvloeien ofwel uit het uitoefenen van een politiek mandaat, ofwel uit een bijkomende activiteit als loontrekkende, die reeds werd uitgeoefend vóór de onderbreking van de loopbaan, ofwel uit de uitoefening van een zelfstandige activiteit. De cumulatie van de inkomsten uit een zelfstandige activiteit is echter slechts mogelijk in geval van volledige onderbreking.

§ 2. Wanneer het personeelslid enige betaalde arbeid in loondienst begint te verrichten of een zodanige bijkomstige werkzaamheid uitbreidt, moet hij de gewestelijke werkloosheidsinspecteur voorafgaandelijk hiervan op de hoogte brengen alvorens een zodanige werkzaamheid te verrichten.

Het personeelslid verliest de aanspraak op de uitkering op de dag dat een in het eerste lid bedoelde werkzaamheid wordt uitgeoefend.

Indien de gewestelijke werkloosheidsinspecteur niet op de hoogte is gebracht alvorens een werkzaamheid wordt uitgeoefend, wordt de reeds betaalde uitkering teruggevorderd.

§ 3. Het personeelslid wordt, voor de betwistingen die voortvloeien uit de uitoefening van de in de §§ 1 en 2 bedoelde activiteiten en voor de controle op deze activiteiten, gelijkgesteld met de werknemer bedoeld in het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

**Art. 6.** Si le membre du personnel n'a pas droit aux allocations d'interruption à la suite d'une décision de l'inspecteur régional du chômage ou s'il y renonce, l'interruption de la carrière professionnelle est convertie en disponibilité pour convenance personnelle ou, à défaut d'une telle position dans le statut auquel il est soumis, dans une situation analogue. S'il est agent de l'Etat, les dispositions des articles 16 à 17 bis de l'arrêté, royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat lui sont applicables.

L'alinéa 1er n'est pas applicable aux membres du personnel qui renoncent aux allocations d'interruption parce que celles-ci, conformément aux arrêtés royaux n<sup>os</sup> 415, 416 et 418 du 16 juillet 1988, ne sont pas compatibles avec le bénéfice d'une pension.

**Art. 7.** Pendant l'interruption de sa carrière professionnelle, le membre du personnel est en congé sans traitement, ou à défaut d'une telle position dans le statut auquel il est soumis, dans une situation analogue.

Les maladies ou infirmités contractées au cours de l'interruption n'y mettent pas fin.

Le nombre de jours de congé annuel de vacances que le membre du personnel peut obtenir en vertu de son statut est réduit en proportion de la durée de son interruption de carrière.

**Art. 8. § 1er.** Moyennant un préavis de deux mois, communiqué par lettre recommandée à l'autorité dont il relève, le membre du personnel qui a interrompu sa carrière peut reprendre son emploi avant l'échéance de la période d'interruption.

§ 2. Les allocations perçues pour une période inférieure à six mois doivent être remboursées.

Le remboursement prévu à l'alinéa précédent n'est pas réclamé lorsque la période d'interruption fait immédiatement suite à une autre période d'interruption de carrière.

§ 3. L'administrateur général de l'Office national de l'emploi ou l'agent désigné par lui peut renoncer à la récupération en cas de reprise de travail motivée par des circonstances exceptionnelles dans le chef de l'agent si celui-ci introduit à cet effet une requête éventuellement accompagnée des pièces justificatives nécessaires. Cette requête est introduite par l'agent auprès de l'inspecteur régional compétent qui la transmet à l'administrateur général.

**Art. 9.** Les agents bénéficiant d'allocations d'interruption peuvent se rendre à l'étranger à condition de conserver un domicile en Belgique.

Les allocations d'interruption ne sont toutefois payables qu'en Belgique.

#### CHAPITRE II. — Remplacement

**Art. 10.** En application des dispositions de l'article 100 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales et l'article 97, § 3, de la loi-programme du 30 décembre 1988, l'administration est tenue de remplacer le membre du personnel engagé à temps plein pendant la période d'interruption de la carrière par un chômeur qui, au moment de l'engagement, doit remplir les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> s'il est engagé dans le niveau 1 ou 2 :

a) ou bien être indemnisé dans un régime d'allocations complètes pour tous les jours de la semaine;

b) ou bien avoir la qualité de travailleur occupé dans un régime de travail à temps partiel accepté pour échapper au chômage et qui bénéficie d'allocations de chômage pour les heures habituelles d'inactivité en vertu de l'article 171octies de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

2<sup>o</sup> s'il est engagé dans les niveaux 3 ou 4, remplir les conditions prévues au 1<sup>o</sup> et, en outre, avoir eu les qualités visées au 1<sup>o</sup> pendant au moins six mois au cours de l'année précédant son engagement.

Pour l'application du présent article, est censé remplir les conditions prévues à l'alinéa 1er, le travailleur qui, le jour précédant son engagement, était occupé comme remplaçant pour une interruption de la carrière dans le même service public.

Pour l'application de l'alinéa 1er, 2<sup>o</sup>, du présent article, une période d'occupation dans le même service public, en remplacement d'un agent en interruption de carrière, est assimilée à une période de chômage dans un régime d'allocations complètes pour tous les jours de la semaine.

**Art. 11.** Entre les catégories de chômeurs énumérées à l'article 10, l'administration est tenue d'accorder la priorité aux lauréats du Secrétariat permanent de recrutement.

**Art. 6.** Indien het personeelslid geen recht heeft op onderbrekingsuitkeringen als gevolg van een beslissing van de gewestelijke werkloosheidsinspecteur of afziet van deze uitkeringen, wordt de loopbaanonderbreking omgezet in een beschikbaarheid voor persoonlijke aangelegenheden, of, bij ontstentenis van een dergelijke stand in het statuut waaraan hij onderworpen is, in een gelijkaardige situatie. Indien hij rijksambtenaar is, zijn de bepalingen van de artikelen 16 tot 17 bis van het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand beschikbaarheid van de rijksambtenaren op hem van toepassing.

Het eerste lid is niet van toepassing op de personeelsleden die afzien van de uitkeringen omdat de uitkeringen overeenkomstig de koninklijke besluiten nrs. 415, 416 en 418 van 16 juli 1988 niet verenigbaar zijn met het genot van een pensioen.

**Art. 7.** Tijdens de onderbreking van zijn beroepsloopbaan is het personeelslid met verlof zonder wedde of, bij ontstentenis van dergelijke stand in het statuut waaraan het onderworpen is, in een gelijkaardige situatie.

De ziekten of gebrekkigheden opgelopen tijdens de onderbrekingsperiode maken geen einde aan deze onderbreking.

Het aantal dagen jaarlijks vakantieverlof dat het personeelslid krachtens zijn statuut kan krijgen, wordt verminderd in verhouding tot de duur van zijn loopbaanonderbreking.

**Art. 8. § 1.** Met een opzegging van twee maanden bij aangetekend schrijven te betekenen aan de overheid onder wie het ressorteert kan het personeelslid dat zijn loopbaan onderbroken heeft zijn ambt opnieuw opnemen nog vooraleer de periode van onderbreking van zijn beroepsloopbaan verlopen is.

§ 2. De onderbrekingsuitkeringen die ontvangen werden voor een periode van minder dan zes maanden dienen te worden terugbetaald.

De in het eerste lid bedoelde terugbetaling wordt niet gevorderd wanneer de periode van onderbreking onmiddellijk volgt op een andere periode van loopbaanonderbreking.

§ 3. De administrateur-generaal van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening of het door deze laatste aangewezen personeelslid kan afzien van de terugvordering in geval van een werkherleving gemotiveerd door uitzonderlijke omstandigheden ten aanzien van het personeelslid als dit personeelslid daartoe een verzoekschrift, eventueel vergezeld van de nodige bewijsstukken, heeft ingediend. Dit verzoekschrift wordt door het personeelslid ingediend bij de bevoegde inspecteur die het aan de administrateur-generaal doet toekomen.

**Art. 9.** De personeelsleden gerechtigd op onderbrekingsuitkeringen mogen zich naar het buitenland begeven op voorwaarde dat zij hun woonplaats in België behouden.

De onderbrekingsuitkeringen worden echter slechts in België uitbetaald.

#### HOOFDSTUK II. — Vervanging

**Art. 10.** Met toepassing van de bepalingen van artikel 100 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen en van artikel 97, § 3 van de programmawet van 30 december 1988, dient het bestuur het personeelslid gedurende de loopbaanonderbreking te vervangen door een werkloze die, op het moment van de indienstneming aan de volgende voorwaarden dient te voldoen :

1<sup>o</sup> indien hij aangeworven wordt in het niveau 1 of 2 :

a) ofwel vergoed worden in een uitkeringsstelsel van volledige uitkeringen voor alle dagen van de week;

b) ofwel de hoedanigheid hebben van werknemer die een deeltijdse arbeidsregeling aanvaard heeft om aan de werkloosheid te ontsnappen, die uitkeringen geniet voor de gewone uren van inactiviteit krachtens artikel 171octies van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

2<sup>o</sup> indien hij aangeworven wordt in het niveau 3 of 4, de in 1<sup>o</sup> gestelde voorwaarden vervullen en daarenboven de in 1<sup>o</sup> voorziene hoedanigheid gehad hebben gedurende ten minste zes maanden in de loop van het jaar dat de indienstneming voorafgaat.

Voor de toepassing van dit artikel wordt de werknemer die, de dag vóór zijn indienstneming, als vervanger voor een loopbaanonderbreking tewerkgesteld was in dezelfde openbare dienst, geacht de in het eerste lid gestelde voorwaarden te vervullen.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2<sup>o</sup>, van dit artikel wordt een periode van tewerkstelling in dezelfde openbare dienst, in vervanging van een personeelslid in loopbaanonderbreking, gelijkgesteld met een periode van werkloosheid in een uitkeringsstelsel van volledige uitkeringen voor alle dagen van de week.

**Art. 11.** Onder de in artikel 10 opgesomde categorieën werklozen dient het bestuur voorrang te verlenen aan de bij het Vast Wervingssecretariaat geslaagde kandidaten.

**Art. 12.** Le remplaçant visé à l'article 10 doit être engagé, au plus tard, le seizième jour après le début de l'interruption sous les liens d'un contrat de travail selon les règles établies dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Dans le cas où il est mis fin au contrat de travail du remplaçant, l'administration dispose d'un délai de 30 jours à partir de la fin de ce contrat de travail pour mettre au travail un nouveau remplaçant.

La période de remplacement par un ou plusieurs contractuels ne peut, en aucun cas, dépasser la durée de l'interruption de carrière.

**Art. 13.** Pour les périodes au cours desquelles le membre du personnel n'est pas effectivement remplacé, conformément aux dispositions de l'article 10, l'Office national de l'Emploi récupère à charge de l'administration ou du service dont relève le membre du personnel, le montant de l'allocation d'interruption.

**Art. 14.** Lorsque le membre du personnel qui interrompt sa carrière est titulaire d'un emploi auquel il ne peut être pourvu dans l'administration ou le service, par recrutement, en application des règles statutaires, l'autorité dont ce membre du personnel relève peut désigner un agent pour exercer la fonction afférente audit emploi, conformément à l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat. La présente disposition ne porte pas préjudice à l'obligation de remplacement visée à l'article 10.

### CHAPITRE III

#### *Demande d'allocations d'interruption et procédure*

**Art. 15.** Le membre du personnel qui désire bénéficier d'une allocation d'interruption, introduit par lettre recommandée à la poste, une demande au bureau régional du chômage de l'Office national de l'Emploi du ressort de sa résidence. Cette demande est censée être reçue le troisième jour ouvrable après son dépôt à la poste.

**Art. 16.** La demande doit être introduite au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi moyennant l'approbation du Ministre de l'Emploi et du Travail.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail détermine les instruments de preuve que l'agent doit joindre à sa demande, lorsqu'il prétend à l'allocation majorée prévue à l'article 4, § 2, ainsi que les délais dans lesquels ces preuves doivent être introduites.

La demande comporte le formulaire de demande proprement dit, ainsi qu'une attestation certifiant que le remplaçant remplit les conditions de l'article 10, délivrée par l'inspecteur régional du chômage du ressort de la résidence du remplaçant. En cas de remplacement par un contractuel qui remplaçait déjà un membre du personnel en interruption de la carrière, une copie du contrat de remplacement original doit être jointe.

Les formulaires de demande peuvent être obtenus auprès du bureau régional du chômage.

**Art. 17.** Chaque prolongation ou nouvelle demande doit être introduite dans les mêmes formes et délais qu'une première demande.

**Art. 18.** Le droit aux allocations est ouvert à partir du jour indiqué sur la demande d'allocations lorsque tous les documents nécessaires dûment et entièrement remplis parviennent au bureau régional du chômage dans un délai d'un mois prenant cours le lendemain du jour indiqué sur la demande et calculé de date à date.

Lorsque ces documents, dûment et entièrement remplis, sont reçus en dehors de ce délai, le droit aux allocations n'est ouvert qu'à partir du jour de leur réception.

Lorsque le droit aux allocations est ouvert à une date ultérieure, conformément aux dispositions de l'alinéa 2, l'intéressé est cependant considéré comme étant en interruption de carrière, pour ce qui concerne son administration, depuis le jour mentionné sur le formulaire de demande.

**Art. 19.** L'inspecteur régional du chômage compétent prend toutes décisions en matière d'octroi ou d'exclusion du droit aux allocations d'interruption, après avoir procédé ou fait procéder aux enquêtes et investigations nécessaires. Il inscrit sa décision sur une carte d'allocations d'interruption dont le modèle et le contenu sont fixés par l'Office national de l'Emploi. L'inspecteur envoie un exemplaire de cette carte d'allocations d'interruption au membre du personnel.

**Art. 20.** § 1er. Préalablement à toute décision d'exclusion des allocations, l'inspecteur régional du chômage convoque le membre du personnel aux fins d'être entendu.

**Art. 12.** De in artikel 10 bepaalde vervanger dient uiterlijk de zestiende dag na het begin van de onderbreking bij arbeidsovereenkomst aangeworven te worden, volgens de regels bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Ingeval er een einde gemaakt wordt aan de arbeidsovereenkomst van de vervanger, beschikt het bestuur over een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf het einde van deze arbeidsovereenkomst, om een nieuwe vervanger te werk te stellen.

De periode van de vervanging door één of meer contractuelen mag in geen geval de duur van de loopbaanonderbreking overtreffen.

**Art. 13.** Voor de periodes waarin het personeelslid niet werkelijk vervangen wordt volgens de bepalingen voorzien in artikel 10, vraagt de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening aan het bestuur of de dienst waaronder het personeelslid ressorteert, de terugbetaling van de onderbrekingsuitkering.

**Art. 14.** Wanneer het personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt titularis is van een betrekking waarin, in het bestuur of de dienst, met toepassing van de statutaire regels niet bij werving kan worden voorzien, kan de overheid waaronder dit personeelslid ressorteert een ambtenaar aanwijzen om het aan die betrekking verbonden ambt uit te oefenen, overeenkomstig het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen. Deze bepaling doet geen afbreuk aan de verplichting tot vervanging voorzien in artikel 10.

### HOOFDSTUK III

#### *Aanvraag van de onderbrekingsuitkering en procedure*

**Art. 15.** Het personeelslid dat een onderbrekingsuitkering wenst te genieten, dient bij ter post aangetekend schrijven een aanvraag in bij het gewestelijk werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening bevoegd voor het ambtsgebied waarin het verblijft. Die aanvraag wordt geacht te zijn ontvangen op de derde werkdag na de afgifte ervan ter post.

**Art. 16.** De aanvraag dient te gebeuren door middel van het formulier waarvan het model en de inhoud vastgesteld worden door het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, mits zij worden goedgekeurd door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid bepaalt welke bewijsstukken het personeelslid bij zijn aanvraag dient te voegen indien het aanspraak maakt op de verhoogde uitkering voorzien bij artikel 4, § 2, alsmede de termijnen binnen welke deze bewijsstukken dienen ingediend te worden.

De aanvraag omvat inzonderheid het eigenlijke aanvraagformulier, alsmede een attest afgeleverd door de gewestelijke werkloosheidsinspecteur in wiens ambtsgebied de vervanger woont waaruit blijkt dat de vervanger aan de voorwaarden van artikel 10 voldoet. In geval van vervanging door een contractueel die voorheen reeds een personeelslid in loopbaanonderbreking verving, dient een afschrift van de oorspronkelijke vervangingsovereenkomst te worden bijgevoegd.

De aanvraagformulieren kunnen worden bekomen op het gewestelijk werkloosheidsbureau.

**Art. 17.** Elke verlenging of nieuwe aanvraag dient te worden ingediend met inachtneming van dezelfde formaliteiten en termijnen als een eerste aanvraag.

**Art. 18.** Het recht op uitkeringen gaat in de dag vermeld in de aanvraag om uitkeringen, wanneer het aanvraagformulier behoorlijk en volledig ingevuld op het gewestelijk werkloosheidsbureau toekomt binnen de termijn van één maand, die ingaat de dag na die welke is vermeld in de aanvraag, en berekend wordt van datum tot datum.

Wanneer dit document behoorlijk en volledig ingevuld ontvangen wordt na die termijn, gaat het recht op uitkeringen pas in de dag van de ontvangst ervan.

Indien het recht op uitkeringen op een latere datum ingaat overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid, wordt de betrokkene wat zijn bestuur betreft toch geacht in loopbaanonderbreking te zijn vanaf de dag die op het aanvraagformulier is aangegeven.

**Art. 19.** De bevoegde gewestelijke werkloosheidsinspecteur neemt alle beslissingen inzake toekenning of ontzegging van het recht op onderbrekingsuitkeringen na de nodige onderzoeken en navorsingen te hebben verricht of laten verrichten. Hij noteert zijn beslissing op een onderbrekingsuitkeringskaart waarvan het model en de inhoud worden vastgesteld door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening. De inspecteur stuurt een exemplaar van deze onderbrekingsuitkeringskaart aan het personeelslid.

**Art. 20.** § 1. Alvorens een beslissing te nemen waarbij het recht op uitkeringen wordt ontzegd, roept de gewestelijke werkloosheidsinspecteur het personeelslid op om hem te horen.

Si le membre du personnel est empêché le jour de la convocation, il peut demander la remise de l'audition à une date ultérieure, laquelle ne peut être postérieure de plus de quinze jours à celle qui a été fixée pour la première audition. La remise n'est accordée qu'une seule fois, sauf cas de force majeure.

Le membre du personnel peut se faire représenter ou se faire assister par un avocat ou un délégué d'une organisation syndicale représentative des travailleurs au sens de l'article 24, alinéa 3, de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

§ 2. Si l'inspecteur régional du chômage prend une décision d'exclusion du droit aux allocations, il doit faire parvenir sa décision par lettre recommandée à la poste au membre du personnel. Cette lettre est censée être reçue le troisième jour ouvrable qui suit son dépôt à la poste.

L'inspecteur régional du chômage envoie une copie de cette décision à l'autorité dont l'agent relève.

#### CHAPITRE IV. — Contrôle

Art. 21. Sans préjudice des devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire, les membres du personnel de l'Office national de l'Emploi désignés, conformément à l'article 22 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, sont chargés du contrôle des dispositions du présent arrêté.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 22. Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères, il est inséré un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. L'allocation est portée à 12 504 francs, lorsque l'interruption de carrière prend cours dans un délai de douze mois à partir d'une naissance ou d'une adoption postérieure à celle d'un premier enfant, pour lequel le membre du personnel, qui interromp sa carrière, ou son conjoint vivant sous le même toit perçoit des allocations familiales.

L'allocation visée à l'alinéa 1er reste due en cas de prolongation de la période d'interruption initiale.

En cas de décès de l'enfant visé à l'alinéa 1er, l'allocation reste due pour la période d'interruption en cours.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail détermine les instruments de preuve que le membre du personnel doit joindre à sa demande lorsqu'il prétend à l'allocation majorée prévue à l'alinéa 1er, ainsi que le délai dans lequel ces preuves doivent être déposées. »

Art. 23. Dans l'article 5, § 4, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 3 mai 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> les mots « sauf application des §§ 1er, 2 et 3 » sont supprimés;

2<sup>o</sup> la disposition suivante est ajoutée : « La présente disposition ne porte pas préjudice à l'obligation de remplacement visée au § 1er. »

Art. 24. Dans l'article 1er du même arrêté, il est inséré un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. A partir du 1er janvier 1991, le présent arrêté cesse d'être applicable, sauf en ce qui concerne :

a) les membres du personnel des organismes d'intérêt public exclus du champ d'application du titre III, chapitre II de la loi-programme du 30 décembre 1988;

b) les membres du personnel des services visés à l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988 qui n'ont pas encore conclu la convention visée à l'article 95 de la même loi pour le remplacement prévu à l'article 94, § 2, de la même loi. »

Art. 25. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991 à l'exception de l'article 22 qui produit ses effets le 1er janvier 1990 et de l'article 23 qui produit ses effets le 2 juillet 1990.

En application des dispositions de l'article 90, alinéa 4, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, le présent arrêté est applicable de plein droit au personnel des institutions visées à cet article, à partir des dates prévues à l'alinéa 1er.

Indien het personeelslid de dag van de oproeping verhinderd is, mag hij vragen het verhoor te verdagen tot een latere datum die niet later mag vallen dan vijftien dagen na die welke voor het eerste verhoor was vastgesteld. Behoudens gevallen van overmacht wordt het uitstel maar éénmaal verleend.

Het personeelslid kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat of door een vertegenwoordiger van een representatieve werknemersorganisatie in de zin van artikel 24, derde lid, van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

§ 2. Indien de gewestelijke werkloosheidsinspecteur een beslissing neemt tot ontzegging van het recht op uitkeringen, dient hij deze beslissing bij een ter post aangetekende brief aan het personeelslid mede te delen. Deze brief wordt geacht toegekomen te zijn op de derde werkdag na de afgifte ervan ter post.

De gewestelijke werkloosheidsinspecteur zendt een afschrift van deze beslissing aan de overheid onder welke het personeelslid ressorteert.

#### HOOFDSTUK IV. — Toezicht

Art. 21. Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie, worden de personeelsleden van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, aangewezen overeenkomstig artikel 22 van de wet van 14 februari 1961 van economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit.

#### HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 22. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en andere diensten van de ministeries wordt een paragraaf 4 ingevoegd die als volgt luidt :

« § 4. De uitkering wordt tot 12 504 frank verhoogd wanneer de loopbaanonderbreking ingaat na de geboorte of de adoptie van een tweede of daaropvolgend kind, waarvoor het personeelslid dat zijn loopbaan onderbreekt, of zijn echtgenoot die onder hetzelfde dak woont, kinderbijslag ontvangt.

De in het eerste lid bedoelde uitkering blijft verschuldigd in geval van verlenging van de oorspronkelijke onderbrekingsperiode.

In geval van overlijden van het bedoelde kind blijft de uitkering verschuldigd voor de lopende onderbreking.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid bepaalt welke bewijsstukken het personeelslid bij zijn aanvraag dient te voegen indien het aanspraak maakt op de verhoogde uitkering voorzien in het eerste lid, alsmede de termijnen waarbinnen deze bewijsstukken dienen ingediend te worden. »

Art. 23. In artikel 5, § 4, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 mei 1990 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> de woorden « behalve wanneer de §§ 1, 2 en 3 van toepassing zijn » worden geschrapt;

2<sup>o</sup> de volgende bepaling wordt toegevoegd : « Deze bepaling doet geen afbreuk aan de verplichting tot vervanging voorzien bij § 1. »

Art. 24. In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt een § 2 ingevoegd die als volgt luidt :

« § 2. Vanaf 1 januari 1991 is dit besluit niet meer van toepassing behalve voor :

a) de leden van het personeel van de instellingen van openbaar nut uitgesloten van het toepassingsgebied van titel III, hoofdstuk II van de programmawet van 30 december 1988;

b) de personeelsleden van de diensten bedoeld in artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988 die de overeenkomst bedoeld in artikel 95, van dezelfde wet voor de vervanging bedoeld in artikel 94, § 2, van dezelfde wet nog niet afgesloten hebben. »

Art. 25. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991, met uitzondering van artikel 22, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1990 en van artikel 23, dat uitwerking heeft met ingang van 2 juli 1990.

Dit besluit is, met toepassing van de bepalingen van artikel 90, vierde lid, van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen van rechtswege van toepassing op het personeel van de in dit artikel bedoelde instellingen vanaf de data voorzien in het eerste lid.

**Art. 26.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 février 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre de la Fonction publique,  
R. LANGENDRIES

**Art. 26.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Openbaar Ambt zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 februari 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
L. VAN DEN BRANDE

De Minister van Openbaar Ambt,  
R. LANGENDRIES

#### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 91 — 744

**18 MARS 1991. — Arrêté royal**  
modifiant l'arrêté royal du 3 avril 1965  
relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par la loi du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1965 relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse, modifié par les arrêtés royaux des 21 février 1972 et 3 avril 1989;

Vu la directive 90/423/CEE du 26 juin 1990 du Conseil modifiant la directive 85/511/CEE établissant des mesures communautaires de lutte contre la fièvre aphteuse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'une transposition immédiate de la directive précitée est indispensable;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** § 1er. L'article 1er point IV a) de l'arrêté royal du 3 avril 1965 relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse est remplacé par la disposition suivante :

« a) les animaux des espèces sensibles se trouvant dans un foyer. »

§ 2. L'article 1er point IV b) du même arrêté est abrogé.

**Art. 2.** L'article 14, 3<sup>o</sup> du même arrêté est abrogé.

**Art. 3.** L'article 19, 2e alinéa du même arrêté est abrogé.

**Art. 4.** Le chapitre VI du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

##### « CHAPITRE VI. — Vaccin-vaccination

**Article 24.** Il est interdit de détenir, de transporter, d'utiliser, d'acheter, de vendre, d'offrir en vente, de céder à titre onéreux ou gratuit ou de livrer tout antigène aphteux ou vaccin contre la fièvre aphteuse.

Toutefois, le premier alinéa n'est pas d'application pour les activités de l'I.N.R.V. dans le cadre de la recherche, du diagnostic, de la fabrication, du conditionnement et du stockage de vaccins.

**Article 25.** La vaccination contre la fièvre aphteuse est interdite. »

**Art. 5.** Un chapitre VIIIbis, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

##### « CHAPITRE VIIIbis. — Mesures transitoires

**Article 45bis.** En dérogation aux dispositions de l'article 24, le Service organise la récupération de vaccin auprès des médecins vétérinaires agréés avant le 15 avril 1991.

#### MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 91 — 744

**18 MAART 1991. — Koninklijk besluit**  
tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 april 1965  
betreffende de bestrijding van mond- en klauwzeer

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1965 betreffende de bestrijding van mond- en klauwzeer, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 21 februari 1972 en 3 april 1989;

Gelet op de richtlijn 90/423/EEG van de Raad van 26 juni 1990 tot wijziging van de richtlijn 85/511/EEG tot vaststelling van gemeenschappelijke maatregelen ter bestrijding van mond- en klauwzeer;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1 gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat een onmiddellijke omzetting van de richtlijn dringend noodzakelijk is;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Artikel 1; punt IV a) van het koninklijk besluit van 3 april 1965 betreffende de bestrijding van mond- en klauwzeer wordt vervangen door de volgende bepaling :

« a) de voor de ziekte vatbare dieren die zich in een haard bevinden. »

§ 2. Artikel 1, punt IV b) van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 2.** Artikel 14, 3<sup>o</sup> van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 19, 2e lid van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 4.** Hoofdstuk VI van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

##### « HOOFDSTUK VI. — Vaccin-vaccinatie

**Artikel 24.** Het is verboden om mond- en klauwzeer antigeen of vaccin tegen mond- en klauwzeer in bezit te hebben, te gebruiken, te kopen, te verkopen, te koop aan te bieden, onder bezwarende of kosteloze titel af te staan of af te leveren.

Het eerste lid is evenwel niet van toepassing op de activiteiten van het N.I.D.O. in het kader van het onderzoek, de diagnose, de produktie, de conditionering of de opslag van vaccin.

**Artikel 25.** De vaccinatie tegen mond- en klauwzeer is verboden. »

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VIIIbis ingevoegd luidend als volgt :

##### « HOOFDSTUK VIIIbis. — Overgangsmatregelen

**Artikel 45bis.** In afwijking van de bepalingen van artikel 24, organiseert de Dienst de terugname van het vaccin bij de aangenomen dierenartsen vóór 15 april 1991.